

Jun 2020

**COMMISSION DE L'ÉDUCATION
EN LANGUE ANGLAISE**

**Une rentrée sous le signe de l'incertitude
dans le réseau scolaire anglophone**

Mémoire au ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

COMMISSION DE L'ÉDUCATION EN LANGUE ANGLAISE

La Commission de l'éducation en langue anglaise (CELA) a pour mandat de donner des avis au ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur sur toutes les questions touchant les services éducatifs dans les écoles anglophones primaires et secondaires ainsi que dans les centres d'éducation aux adultes et de formation professionnelle. Le ministre peut également solliciter l'avis de la CELA sur une question particulière.

Les membres de la CELA sont nommés par le ministre, habituellement pour un mandat de trois ans. Les candidatures sont soumises par divers organismes et associations du milieu anglophone de l'éducation qui représentent, entre autres, le personnel enseignant, les parents, les directions d'école, les administrateurs et commissaires des commissions scolaires, ainsi que des personnes du milieu de l'enseignement postsecondaire. Les mises en candidature peuvent être faites en tout temps.

Membres de la CELA en 2019-2020

Pamela Bussey

Pelagia Nickoletopoulos

Alain Guy

Louise Outland

Heather Halman

Corinne Payne

Susan Hamilton

Sylvain Racette

Jan Langelier

Jean Robert

Roma Medwid

Chantale Scroggins

Suzanne Meesen

Warren Thomson

Marzia Michielli

Robert Watt

Présidente et chercheuse : Cathrine Le Maistre

Membre d'office : Steven Colpitts, sous-ministre adjoint

Secrétaire à la Commission : Lynn Travers

Soutien administratif : Juliette Larouche

Traduction : Sous la direction de la Direction des communications du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES)

Commission de l'éducation en langue anglaise

600, rue Fullum, 9^e étage, bureau 9.30.01

Montréal (Québec) H2K 4L1

Tél. : 514 873-5656

Télec. : 514 864-4181

cela-abee@education.gouv.qc.ca

http://www.education.gouv.qc.ca/organismes-relevant-du-ministre/cela/a-propos/?pk_campaign=CELA

Les publications antérieures de la CELA peuvent être consultées à l'adresse <http://www.education.gouv.qc.ca/CELA/anglais.htm>.

Une rentrée sous le signe de l'incertitude dans le réseau scolaire anglophone

Mémoire au ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

L'apparition et la propagation soudaines de la COVID-19 ont mis en lumière de grandes disparités dans tout le Québec, notamment entre villes et régions, mais également entre divers segments de la population urbaine ou rurale. Ces disparités ont d'ailleurs mené à des décisions différentes, par exemple quant à la réouverture des écoles, et il y a lieu de saluer le ministre pour l'application de solutions locales à des situations locales. Nous espérons que cette stratégie sera maintenue pendant la période d'incertitude qui ne manquera pas de ressurgir avec la probable deuxième vague de la pandémie, prévue à l'automne. Nous accueillons favorablement la possibilité qu'il y ait différents scénarios, comme cela est proposé dans le document de travail sur la rentrée scolaire pour tous en septembre prochain. En revanche, l'évolution rapide de la situation et la nécessité d'agir promptement ont aussi comme résultat fâcheux quelques décisions spontanées et hâtives, qui ne sont pas transmises correctement aux partenaires du monde de l'éducation qui doivent pourtant y donner suite. Si les décideurs peuvent réagir rapidement, les systèmes ne le peuvent pas. Annoncer une politique, puis la modifier ou l'annuler est source de stress et de confusion, en particulier quand ceux qui doivent l'appliquer, dont les directeurs et les enseignants, se sentent exclus du processus.

Depuis longtemps, la Commission d'éducation en langue anglaise (CELA) rappelle aux ministres successifs qu'il n'y a pas de solution unique¹ et réclame un traitement équitable pour le système scolaire anglophone. Autrement dit : l'équité dans l'application des politiques et dans la répartition des ressources en fonction d'une situation donnée, plutôt que l'égalité, en vertu de laquelle politiques et ressources sont les mêmes pour tous, sans égard aux circonstances et aux besoins particuliers. La communauté anglophone de l'éducation craint et craindra à plus forte raison, dans un proche avenir, que les ressources et les documents élaborés en français ne soient pas traduits à temps et que le Ministère n'utilise pas les nombreuses ressources qui existent en anglais et qu'il suffit d'adapter aux exigences du programme.

L'incidence élevée de la COVID-19, la diversité des situations à travers le Québec ainsi que l'imprévisibilité de l'après-pandémie vont influencer grandement sur les plans de reprise des activités dans l'ensemble de la société et dans la communauté éducative. Voilà pourquoi il est particulièrement pertinent de presser le ministre d'agir de manière équitable, de laisser aux autorités locales le soin d'élaborer des solutions aux nombreux problèmes qui ne manqueront pas de surgir localement et de ne pas oublier la planification à long terme malgré la nécessité de répondre rapidement aux besoins changeants.

Il y a cependant des sujets de préoccupation communs, quel que soit le contexte, et les commissions scolaires ainsi que les collectivités environnantes vont attendre du ministre une certaine orientation, des décisions et de l'aide pour appliquer le tout. En voici deux, à

¹ Voir par exemple CELA (2013). *Au-delà du modèle unique*, sur Internet : http://www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/ministere/organismes/CELA_Rapport_AuDelaDuModeleUnique.pdf.

titre d'exemple : la santé mentale de tous les acteurs du réseau scolaire et l'apprentissage à distance, qui vont figurer dans l'un des scénarios proposés.

Santé mentale

Depuis quelques années déjà, le système d'éducation anglophone accorde une certaine attention au bien-être physique et mental². C'est une initiative bienvenue, arrivée à point nommé, puisque la recherche montre une augmentation des problèmes de santé mentale parmi les enfants et les adolescents. Selon un rapport publié en 2017 par l'UNICEF, sous le titre *Le bien-être des enfants dans un monde au développement durable*³, la santé mentale est une « préoccupation principale » chez les enfants et les adolescents. D'après un autre document de l'UNICEF, 22 % des adolescents canadiens font état de « deux symptômes psychologiques ou plus » – nervosité et troubles du sommeil – « plus d'une fois par semaine »⁴.

Or, l'étude a été faite en période de stabilité. À quel point les bouleversements et les incertitudes de ces derniers mois, la perturbation des habitudes normales des enfants et les nouvelles conditions qui leur seront imposées à la rentrée vont-ils aggraver la situation? S'il faut réduire l'effectif des classes pour préserver l'éloignement sanitaire, les jeunes élèves retrouveront-ils leurs amis dans la même classe, voire dans la même école? À mesure qu'ils vont retourner à l'école, en nombre plus ou moins grand, et que les classes vont être réorganisées, les enseignants seront-ils différents selon la journée? Comment les élèves vont-ils interagir avec leurs camarades s'ils ne peuvent pas jouer, manger ou faire du sport ensemble? Qu'a-t-on prévu pour les activités parascolaires? Nombre d'élèves plus âgés y trouvent l'occasion de se distinguer, et le succès à cet égard est souvent un puissant facteur de motivation favorable à la réussite en classe.

Une grande partie de la recherche sur les enfants en situation d'urgence a été faite après des événements comme l'ouragan Katrina, aux États-Unis, ou les incendies de Fort McMurray, en Alberta. Il y a peu d'études sur les effets de perturbations plus durables, à l'instar de ce que vivent actuellement de nombreux enfants. Beaucoup d'experts n'en proposent pas moins des stratégies de mieux-être pour les enfants quand la pandémie reculera. Ainsi, le *Quebec English-Speaking Communities Research Network* (QUESCREEN) a entrepris l'élaboration d'une série de projets de recherche et de suggestions concrètes⁵ qui circulent déjà dans certaines commissions scolaires.

² Conférences du Leadership Committee for English Education in Québec (LCEEQ) : « Well-Being – Being Well », février 2009, et « Being Even Better », février 2020.

³ <https://www.unicef.ca/fr/blog/sante-mentale-une-preoccupation-principale-chez-les-jeunes-au-canada>.

⁴ Figure 3.3, p. 21 : UNICEF Canada (2017). *Construire l'avenir – Les enfants et les objectifs de développement durable dans les pays riches*. Sur Internet : <https://www.unicef.ca/sites/default/files/2017-06/UNICEF%20Bilan%20Innocenti%2014%20FR.pdf>

⁵ *GUIDE : Resources for Organizing Educational Services Under Shutdowns Including COVID-19*, 30 avril 2020, 3^e modificatif le 20 mai 2020. Sur Internet :

Nous les recommandons au ministre et à ses conseillers, et recommandons en outre de former un groupe de pédopsychologues dont la mission serait de constituer une trousse de stratégies et de diffuser celles-ci parmi les enseignants et le personnel soignant.

Depuis des années, les commissions scolaires anglophones, en particulier celles des régions, font face à une pénurie de psychologues et d'autres catégories de personnel de soutien. Il est à craindre que le nombre croissant d'élèves qui auront besoin de ces services n'aggrave le problème. La tâche de repérer et d'aider les enfants qui ont besoin de soutien psychologique retombera sur les enseignants, qui ne sont pourtant pas formés à cette fin et qui supportent déjà le poids de l'adaptation aux nouvelles conditions d'enseignement.

Les enfants et les adolescents ne sont d'ailleurs pas les seuls à être perturbés et anxieux. Les enseignants et personnel soignant doivent aussi composer avec le stress, et devront continuer de le faire quand les écoles auront repris leurs activités, en partie ou en totalité. Les syndicats d'enseignants, le personnel des commissions scolaires et les facultés d'éducation auront un rôle à jouer pour aider les enseignants, en proposant par exemple de nouvelles méthodes pédagogiques et des solutions aux problèmes qui se feront jour. Ce type d'initiative ressortit à l'échelle locale (écoles, classes et garderies), mais il y a lieu d'élaborer une politique commune pour chapeauter le tout, sous la direction du cabinet du ministre.

Au moment de déterminer les modalités de réouverture du système d'éducation, il ne faudra pas oublier non plus, même si cet aspect déborde le mandat du ministère de l'Éducation, que les parents ont vécu un stress considérable et que beaucoup vont continuer de souffrir financièrement, émotionnellement ou physiquement. Leur stress affecte leurs compétences parentales, y compris leur capacité d'aider les enfants à apprendre, tant à l'école qu'à la maison. Les parents auront donc aussi besoin d'aide.

Apprendre à distance

Il y a d'autres implications à considérer si, à la rentrée, les élèves trouvent un modèle hybride, c'est-à-dire si une partie de l'enseignement se fait à distance. Concrètement, les parents devront trouver un service de garde à temps partiel pour les enfants du primaire. L'école aussi devra résoudre des problèmes d'ordre pratique en plus des problèmes pédagogiques.

Les nouvelles méthodes pédagogiques devront tenir compte de l'enseignement à distance, qui sera une expérience nouvelle pour de nombreux enseignants. La recherche sur l'apprentissage assisté par ordinateur porte en général sur l'éducation tertiaire, et l'application des conclusions à de jeunes élèves appelle donc la plus grande prudence. Les étudiants d'université ne sont pas des adolescents qui, eux-mêmes, diffèrent des élèves du primaire sur le plan des habiletés cognitives, de la motivation, du temps d'attention, du besoin de socialiser et des manières de le faire.

À l'évidence, les différents groupes d'âge et les différentes matières exigent des stratégies différentes. Le travail en équipe est une activité essentielle en classe. Les enseignants seront-ils capables de guider des équipes en ligne? Toutes les disciplines se prêtent-elles à l'enseignement en ligne? Rien de moins sûr pour les sciences, les arts et la musique. Et comment imaginer enseigner la plupart des matières des programmes de formation professionnelle à temps partiel et sans volet pratique?

Selon les enseignants et les parents, de nombreux élèves de tous âges ont du mal à trouver la motivation nécessaire pour apprendre à distance. Par ailleurs, beaucoup d'élèves sont plus habiles que leurs enseignants avec les technologies interactives et peuvent détourner le processus d'apprentissage, ce qu'ils font déjà d'ailleurs. Quelles exigences seront imposées relativement à la participation des élèves aux classes en ligne? Comment pourra-t-on même les obliger à mettre leur caméra en fonction? Comment les méthodes d'évaluation seront-elles adaptées? Nombre d'écoles privées de la province ont adopté l'apprentissage en ligne depuis quelques mois déjà et il est à espérer que le réseau public puisse apprendre de leur expérience, qu'elle soit positive ou négative.

Par ailleurs, la socialisation est un élément important de l'expérience scolaire pour les élèves, et la *Loi sur l'instruction publique du Québec* en fait l'une des missions de l'éducation. L'absence de contacts avec les camarades produit déjà des signes de détresse chez les enfants. Il sera donc important de compenser ce manque dans les classes et dans les cours d'école au moment de planifier l'éducation à distance. Certes, la présence à l'école à temps partiel y pourvoira dans une certaine mesure, mais la distanciation obligatoire va réduire ces contacts dont les élèves ont tellement besoin.

L'expérience vécue ces derniers mois par les enseignants qui ont préparé et donné des leçons depuis la maison est très différente de ce qui se fait dans une classe structurée, à l'école. La préparation exige plus de temps et il faut adapter les méthodes. Le travail d'équipe est difficile. Faire la discipline à distance est un véritable défi. Il faudra intégrer à l'expérience en ligne l'aide individuelle nécessaire aux élèves qui ont des difficultés d'apprentissage, sans oublier qu'il ne faut pas surcharger les élèves, et que les interactions individuelles entre une ou un adulte et une ou un élève risquent d'être parfois perçues comme un abus de part et d'autre.

Les enseignants vont avoir besoin d'une aide considérable pour changer ce qui doit l'être, et il faudra offrir de la formation en anglais comme en français. Cette formation pourrait être donnée par des conseillers et par des spécialistes des universités, qui seront toutefois déjà occupés à fournir ces services aux professeurs et aux stagiaires de leurs propres établissements. Les parents doivent participer, à n'en pas douter, et il faudra les encourager à superviser leurs enfants, même si, déjà, cette supervision semble problématique pour beaucoup. Il ne faut pas s'attendre, en effet, à ce que des parents, forcés de s'adapter à de nouvelles conditions de travail à la maison ou à l'extérieur, puissent remplacer les enseignants. Sans compter que bien des familles ont plusieurs enfants d'âges différents, dont les besoins en matière d'éducation sont différents.

Les facultés d'éducation s'inquiètent des places de stages et de la préparation de leurs étudiants à l'enseignement hybride. Comment pourront-elles déterminer si les stagiaires ont acquis les compétences qui leur permettent d'enseigner si ces derniers ne peuvent pas acquérir de l'expérience en classe?

Comment vont-elles évaluer leurs aptitudes à gérer une classe s'ils enseignent en ligne?

D'un point de vue pragmatique, le matériel fait également problème, en particulier pour les familles à faible revenu, à Montréal et en région, mais aussi pour les familles qui ont plusieurs enfants à différents échelons du programme ou pour les parents qui travaillent à la maison et doivent utiliser l'unique ordinateur. Ordinateurs et tablettes sont très recherchés. Il est bon de savoir tout de même que certaines écoles prêtent de l'équipement et que, selon la presse, le Ministère compte fournir ce qu'il faut.

Considérons enfin l'accès au Wi-Fi. L'accès simultané de plusieurs appareils à un même réseau provoque parfois une perte de connectivité. Les régions éloignées souffrent toujours de l'absence d'un réseau robuste, sans compter que tous les foyers ne sont pas nécessairement reliés à Internet. Voici deux exemples. D'une part, les communautés autochtones sont gravement desservies, partout au Québec, qu'il s'agisse du Wi-Fi ou d'autres ressources. D'autre part, la Commission scolaire Eastern Townships estime que 20 % de ses familles ne sont pas connectées. Si l'accès à Internet est un élément essentiel de l'éducation, au même titre que les manuels et l'équipement de laboratoire, il faut le fournir et en assurer le fonctionnement, à l'instar de ce qui se fait pour les autres ressources pédagogiques.

Les bouleversements actuels nous donnent l'occasion de nous interroger sur nos pratiques dans plus d'un aspect de la vie et de modifier nos activités en profondeur. La CELA compte faire des recommandations au ministre – bientôt, espérons-nous – sur la réorientation de certaines pratiques éducatives bien ancrées en fonction de ce que l'on appelle la « nouvelle normalité ». D'autres viseront à améliorer les chances de succès et le bien-être de nos jeunes élèves et de nos apprenants adultes. Pour l'heure, tandis que le système scolaire redémarre, nous recommandons au ministre de prendre des décisions stratégiques fondées sur la recherche et l'équité, afin de résoudre les problèmes qu'affrontent les enseignants et d'aider les commissions scolaires à proposer des solutions adaptées à leurs écoles.